

Poker-menteur : Mittal ou Arcelor ?¹

C'est parti. Mittal Steel a officiellement lancé son OPA sur Arcelor. Son boss, Lakshmi Mittal, s'est lancé dans une tournée de diva pour vanter son offre. A Bruxelles, il semble avoir séduit ses interlocuteurs. Mais Arcelor ne veut pas jeter l'éponge. Cette gigantesque bagarre financière se moque des frontières, comme des intérêts nationaux ou européens. Les principales questions demeurent. Quel sera l'avenir des travailleurs et de la production dans des régions déjà saignées à blanc par des restructurations successives ? Qui paiera la note des milliards engloutis dans cette affaire ?

« S'informer avant de se prononcer me paraît raisonnable. » Tel furent, à l'adresse d'autorités belges prises de court dans le dossier Arcelor-Mittal Steel, les mots de Karel van Miert, ancien commissaire européen à la Concurrence. Et socialiste (cherchez le paradoxe). *Wait and see*, donc. Telle est d'ailleurs la posture qu'ont adoptée rapidement les responsables politiques de France, de Belgique, du Luxembourg et de Navarre. Mais de quelle raison s'agit-il ? Des dizaines de milliers de travailleurs, de familles, de sous-traitants, de fournisseurs sont angoissés. Et scandalisés. Non sans raison. Une fois de plus, les voilà pris dans la tourmente de jeux financiers dont on leur dit, ici et là, qu'ils devraient en faire leur ordinaire. Bonjour, la citoyenneté ! Ce beau mot mis à toutes les sauces et qui a de plus en plus la fadeur du vide. Dans ces conditions, les appels à une sainte patience risquent de n'avoir pas plus d'effet qu'un placebo.

Les « gouvernants » se disent préoccupés. C'est bien le moins. Une sorte de service minimum. Dame, chaque jour qui passe semble démontrer qu'ils n'ont décidément de prise sur rien. Et là, bonjour le politique ! Dont on nous répète sans cesse qu'il s'agirait de le réhabiliter au nom de la démocratie en péril. On pourrait noter au passage, que, dans cette affaire, le fameux plan Marshall, destiné à sortir la Wallonie du gouffre socio-économique, s'en trouve un peu plus terni. Tout simplement parce qu'il occulte un fait patent : le capitalisme « global » n'a cure des appels (naïfs ?) à la bonne volonté et à la mobilisation générale.

Résultat : grands patrons, conseillers financiers et experts de tous poils causent. Se font doctes et pédagogues. Et expliquent que les choses sont à la fois simples et compliquées. Mais dans l'ordre des choses. Donc aussi normales que l'OPA d'une multinationale sur une firme concurrente. Ainsi va le monde. Celui où, par un miracle de la nature, les requins bouffent les crocodiles.

Chevalier blanc

On a donc tout lu et tout entendu depuis quelques semaines. On a même ressorti la geste du « chevalier blanc » se précipitant au secours de l'agressé contre l'agresseur, courant à la rescousse d'Arcelor contre le prédateur asiatique. Mauvaise référence. Parce qu'en Belgique - le pays où les responsables politiques ont la mémoire courte - la parabole n'évoque certes pas une saga idyllique. Mais renvoie aux années 1980, quand un businessman italien répondant au nom suave de De Benedetti, s'en vint, un paquet de pralines à la main, annoncer aux pontes de la Société générale de Belgique son attirance pour la « vieille dame ». Face à l'envahisseur transalpin, on chercha avec succès des alliés en France. Le groupe Suez répondit « présent ». Que reste-t-il de la Générale et de ses bijoux ? On peut aller voir dans les bassins - wallons notamment - où elle régnait sans partage depuis des décennies. Et où en est la sidérurgie, jadis un des fleurons du groupe ? « Opéable » à merci. Certes, à l'époque comme aujourd'hui, les dirigeants fédéraux et régionaux ont beaucoup manifesté

¹ Article paru dans le N° 255 du *Journal du mardi*, 14 février 2006.

leur inquiétude et leur souci des travailleurs. Mais déjà, il était acquis que le boulot de l'Etat n'est pas de gérer des entreprises. Où le moins longtemps possible, le temps de les rendre financièrement attractives. Pourquoi ? Parce que l'Etat ne peut pas tout faire, serine-t-on encore. Parce qu'il faut laisser jouer la main invisible du marché et les mécanismes de la globalisation.

Aberrations

De telles certitudes ont conduit à des situations aberrantes. Et, a posteriori, scandaleuses. Car c'est bien la Région wallonne qui, voici quelques décennies, a fourni à Albert Frère une partie des moyens financiers qui ont fait de cet « aciériste » un des hommes les plus riches du monde. Peut-être est-ce aujourd'hui le moment de se remémorer les conditions de la reprise par le secteur public d'une grande partie du patrimoine sidérurgique wallon. Un rachat au prix fort qui laissait dans les mains du financier le très juteux secteur de la commercialisation. Depuis lors, M. Albert est parti vers d'autres horizons, bien loin de Charleroi. Ainsi vont les affaires quand le rôle économique de l'Etat – mais on parle ici d'un Etat organisateur, garant du bien public et des exigences sociales – est à ranger au rayon des vieilles lunes pour gauchistes attardés. En fonction de cette logique, les participations publiques ont fondu comme neige au soleil. Et les responsables politiques font de la rhétorique. Après que la « puissance » publique a pourtant injecté des milliards à la pelle dans une sidérurgie ballottée aux vents des désengagements, des restructurations, des fusions et des absorptions. Après qu'en 2002 – presque hier -, la fusion de la française Usinor – et donc de la défunte Cockerill-Sambre -, de l'espagnole Acelaria et de la luxembourgeoise Arbed a donné naissance à un titan industriel, un mastodonte, disait-on, capable de résister aux assauts des concurrents et aux aléas de la conjoncture.

Actionnaires heureux

Ces belles certitudes se sont effondrées en moins d'une semaine. A la fin janvier, Arcelor rachetait le dixième groupe mondial, le gros producteur canadien Dofasco. Trois jours plus tard, Arcelor et ses huit milliards d'euros de capitalisation étaient eux-mêmes visés par Mittal. Le champion continental était à son tour plongé dans la fournaise boursière à la grande joie des boursicoteurs. En quelques heures, les actions des deux groupes bondissaient de New York à Paris

Mais telles sont les exigences du marché. En fonction desquelles le rôle de l'Etat est, tantôt, de servir de béquille au capital, tantôt, d'occuper un strapontin dans les conseils d'administration. Mais dans le respect le plus strict des critères gestionnaires établis. Donc, des critères financiers, les seuls qui valent. L'affaire Arcelor-Mittal Steel est exemplaire à cet égard. La semaine dernière, l'hebdomadaire français *Marianne* rappelait qu'Arcelor « est plus performante que Mittal Steel. » Qu'« à production égale, son chiffre d'affaires est plus important. » Mais que « c'est le meilleur qui risque d'être avalé. » Pourquoi ? Parce que « lorsque l'excellence industrielle est confrontée à l'expansionnisme financier, c'est l'expansionnisme financier qui l'emporte. »² Et c'est tout l'édifice de l'économie officielle, de ces belles théories que l'on enseigne dans les écoles de commerce, qui se retrouve cul par-dessus tête.

Opacité

Alors, stop ou encore ? Remettre de l'ordre dans la maison nécessiterait une révolution copernicienne à tous les étages. Et donc une intervention du politique – ce qui est tout autre chose que l'interventionnisme politicien – dans le monde sacralisé du big business. L'absence totale de préoccupation pour l'équité sociale et l'efficacité économique – a fortiori pour toute morale - du marché rend d'autant plus pathétiques les efforts de communication auto-justificateurs des responsables

² « Affaire Mittal-Arcelor. On nous a bourré le mou ». *Marianne*, du 4 au 10 février 2006.

politiques. « *Les autorités belges prendront-elles finalement position dans le dossier Arcelor-Mittal Steel ?* » s'interrogeait Le Soir du 6 février. Qui citait Karel van Miert, suspect, d'autre part, selon le Standard, d'avoir conseillé... Mittal Steel dans son OPA sur Arcelor. M. Van Miert aurait mis les autorités belges au parfum de ce qui se tramait. Suscitant quelles réactions ? « *Je n'ai aucune intention de les dévoiler ...* » avait-t-il affirmé³.

Les faits ne sont pas anecdotiques. Le même 6 février, le Premier ministre Guy Verhofstadt, flanqué des deux ministres-présidents régionaux Elio Di Rupo et Yves Leterme, rencontrait les directions de Mittal et d'Arcelor. A l'issue de ces rencontres, les autorités belges se livraient à un de ces traditionnels exercices de langue de bois qu'elles pratiquent avec tant de talent : « *nous avons demandé leur pleine collaboration pour pouvoir analyser leur projet industriel.* » Ce dont il ressortait, décryptage effectué, qu'il s'agit urgemment de prendre son temps. D'étudier dans le calme et la sérénité les dossiers des uns et des autres. Mais que, dans la course à l'onction nationale, Mittal Steel part avec une bonne longueur d'avance sur son concurrent. Une « stratégie » que M. Verhofstadt a qualifiée d' « *approche rationnelle afin d'obtenir un maximum de garantie.* » A Paris, le patron d'Arcelor, Guy Dollé réaffirmait sa « *détermination totale* » à s' « *opposer au projet de Mittal Steel.* » Et l'on parlait d'augmentation de capital défensive, voire de négociations avec les... Américains de US Steel.

Poudre aux yeux ?

La guerre de la communication bat son plein. Pour Mittal, il s'agit de convaincre que le secteur de l'acier a besoin d'un leader mondial capable de produire « *plus de 100 millions de tonnes d'acier dans un contexte de consolidation du secteur.* » A l'adresse des syndicats, le PDG indien a affirmé que les économies ne se feraient pas sur les effectifs mais sur le coût des achats de fournitures et les synergies entre les deux groupes. Et il s'est lancé dans une tournée pour montrer son élégante silhouette et ses belles manières. A Bruxelles, la semaine dernière, il envisageait de rouvrir le dossier de la phase à chaud à Cockerill-Liège. Sans s'engager le moins du monde. Juste en roucoulant qu'il allait considérer la question. « *Je veux à tout prix éviter que de tels propos donnent de faux espoirs à la population* » a réagi l'hyper prudent Jean-Claude Marcourt, le ministre wallon de l'Economie.

De son côté, Guy Dollé a surenchéri sur la question de l'emploi. En rappelant que Mittal Steel prévoyait il y a un an de supprimer 46 000 postes de travail alors qu'Arcelor « *n'a jamais laissé seul quelqu'un avec son problème de non-emploi.* » Les victimes de la fusion de 2002 auront apprécié tout le sel de cette affirmation. « *Ce n'est pas à nous de préférer les moustaches de Guy Dollé ou le turban de Lakshmi Mittal* » a réagi un syndicaliste lorrain en refusant d'entrer dans cette partie de poker menteur. Car dans tout ce massage de poignets, les salariés sont invités à jouer un rôle de figuration, invités à se ranger sous la bannière l'un ou de l'autre, du côté de l'attaquant ou du côté de l'attaqué.

Coûteuse surenchère ?

En Belgique, on a décidé pour l'heure de calmer le jeu. Le temps que des consultants privés fassent définitivement pencher la balance ? De deux choses, l'une. Ou bien on assiste déjà aux premiers tirs à blanc d'un baroud d'honneur au terme duquel la « puissance publique » se retirera du jeu, le cœur à l'aise. Ou bien l'Etat, dans ses différentes composantes, a encore un rôle à tenir dès lors que les deux champions font le tour des capitales pour mettre leurs attraits en valeur. Et dans ce cas, il serait indécent d'assujettir l'issue du dossier à l'avis de tel ou tel consultant. Pourquoi ? D'abord, parce que laisser le dernier mot à une banque d'affaires, en excluant pratiquement les acteurs publics et syndicaux du processus, c'est déjà jouer la carte du repli. Qui, en effet, risque de payer la note quand le

³ « Van Miert avait prévenu Verhofstadt ». Le soir du 6 février 2006.

vainqueur du duel en cours voudra rentrer dans ses frais, sinon les sous-régions concernées et leurs travailleurs ? Le PDG de Mittal Steel a chiffré à un milliard d'euros le montant des économies qui pourraient être réalisées par des synergies entre son groupe et Arcelor. Et engage 18 milliards d'euros pour financer son OPA.

De son côté, Arcelor s'est financièrement fragilisé en rachetant Dofasco⁴ pour quatre milliards d'euros. A l'issue d'une longue et coûteuse surenchère avec les Allemands de Thyssen Krupp et quelques semaines après avoir pris le contrôle de 20 % du producteur turc Erdemir. Et dans le but avoué de ravir la première place mondiale à Mittal Steel. Mais dans tous les cas, les « synergies » annoncées par Mittal ou les « efforts » financiers consentis par Arcelor risquent fort de se traduire par de nouvelles restructurations et des diminutions d'effectifs.

Nos belges excellences n'ont pas besoin d'experts privés pour savoir cela. Ouvrir sa couche au plus offrant comme le ferait une épouse sans dot, (voyez « *à quel point la Belgique est attractive, notamment sur le plan fiscal* » a plaidé Elio Di Rupo), c'est abandonner d'emblée toute recherche d'alternative en collaboration avec les autorités des différents pays concernés et les représentants des salariés.

Concurrence et libéralisme

Il est vrai qu'à nos frontières, les nouvelles du front ne sont guère rassurantes. En France, Thierry Breton, le ministre de l'industrie, s'est dit « *préoccupé* » tout en refusant tout « *protectionnisme* ». C'est fort peu aux yeux des 94 000 employés du groupe dont 27 000 français. Le gouvernement français est-il prêt à laisser partir Arcelor ? Déjà en campagne présidentielle, Dominique de Villepin a un moment élevé le ton : « *qu'on ne vienne pas me dire : vous êtes impuissants. Ce n'est pas vrai. Nous sommes mobilisés.* » Il sera donc « *vigilant* » pour « *vérifier la régularité de l'opération* » et « *la conformité aux règles de la concurrence* ». Donc extrêmement soucieux de faire appliquer les règles du jeu prônées par la Commission européenne. Tout aussi raide dans la ligne libérale, Thierry Breton a certes reconnu le droit pour l'Etat français et les salariés d' « *exprimer une opinion ou des attentes.* » Mais, finalement « *c'est l'actionnaire qui décidera* » car c'est « *la vie normale des affaires* ». Chirac, lui, a choisi de se taire.

Mardi 7 février, Mittal Steel a donc officiellement lancé son offre publique d'achat. A Luxembourg, au motif qu'Arcelor est une société de droit luxembourgeois. Les autorités financières de la place financière doivent donner ou non leur feu vert à l'OPA, en collaboration avec leurs homologues français, espagnols et belges.

En attendant, Mittal a annoncé le 3 février sa décision de fermer l'unique usine qu'elle détenait chez nos voisins du sud. Cette décision ne manquera pas de donner du grain à moudre aux détracteurs du numéro un mondial de l'acier.

Du côté syndical, on se tâte. Dans l'ensemble des six pays concernés⁵, les représentants des salariés au conseil d'administration d'Arcelor se sont opposés à l'OPA. Dans un communiqué commun, ils ont mis en garde : l'offre de Mittal « *générerait une position dominante* » du sidérurgiste anglo-indien. Les « *effets de synergie* » annoncés mettraient en danger « *de nombreux emplois* ». Les syndicats européens ont donc lancé un appel aux institutions de l'Union européenne pour « *ouvrir le dialogue* » sur les enjeux sociaux et industriels ouverts par l'OPA. « *L'Europe ne peut pas ne pas donner de signal fort. C'est le moment pour la commission de montrer qu'elle ne s'occupe pas seulement des aspects*

⁴ Lakshmi Mittal a déjà annoncé qu'il revendrait Dofasco en cas de réussite de son offre...à krupp. Ainsi vont et viennent les usines et les hommes...

⁵ Belgique, Allemagne, France, Pays-Bas, Espagne et Italie.

techniques des fusions mais qu'elle se soucie également de leurs dimensions sociales. » Mais à ce niveau-là aussi, c'est toute la logique qui prévaut actuellement qu'il s'agirait de renverser. Il ne se trouve guère aujourd'hui de responsables politiques nationaux pour s'inquiéter des effets désastreux des politiques d'emplois prônées dans les grands messes européennes et si volontiers appliquées dans les grandes entreprises. Ils ne sont pas plus nombreux à mettre en cause une législation communautaire qui favorise les OPA. Un seul mot prévaut : compétitivité. A charge, dès lors, pour les Etats de favoriser la compétition entre les grands groupes, quelle que soit leur origine et de favoriser la montée en puissance de monopoles mondiaux. A ce propos, qui vient de lancer « *je suis contre les champions européens* » ? C'est l'actuelle commissaire européenne à la concurrence, Neelie Kroes. Autant savoir, au moment où les syndicats temporisent, renvoyant à leur prochaine réunion du 22 février une décision d'actions éventuelles.

« Une spirale infernale »

Voici quelques mois, le conseil économique et social de Lorraine prenait connaissance d'un rapport éclairant intitulé « Sidérurgie en Lorraine : pour un nouvel avenir ». Un titre provocateur quand tant d'augures parlent de l'acier comme d'un secteur sans avenir dans nos régions ? Son auteur, Gilbert Krausener, un ancien syndicaliste évoquait récemment, dans l'Humanité, la situation après l'annonce de l'OPA de Mittal. Avec « une course au gigantisme où les multinationales s'épuisent financièrement. Cette croissance externe épuise un groupe comme Arcelor qui prévoit d'investir près de trois milliards au Brésil dans les prochaines années. Ce qui placerait ce pays à 22% de la production mondiale du groupe et ce qui démontre qu'ils veulent faire baisser la part de l'Europe dans la production actuelle. C'est une spirale infernale qui transforme aujourd'hui Arcelor en une proie très vulnérable. »

Dans son rapport, Gilbert Krausener prenait à contre-pied les arguments du groupe sur la « surcapacité de production ». « Avec l'explosion de la consommation à l'échelle de la planète, mais aussi en Europe, ainsi que le fait que les groupes ont tous reconstitué leurs marges bénéficiaires, tous les discours autour de la fin de la sidérurgie (...) sont devenus complètement obsolètes. Chaque année, la production mondiale augmente de 5 à 6%, ce qui correspond à la production annuelle d'un groupe comme Mittal Steel. »

Conscient que l'acier est devenu « un matériau extrêmement moderne à très haute valeur ajoutée », l'auteur du rapport conclut que « cela doit redonner de la fierté, de la confiance et de la légitimité pour mener maintenant une bataille pour une réappropriation collective des enjeux de la sidérurgie. »